

## Sommaire

- Ouverture de la séance publique**
  - M. Fernand Etgen, Président
- Communications**
  - M. Fernand Etgen, Président
- Ordre du jour**
  - M. Fernand Etgen, Président
- Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Charles Margue**
  - Exposé : M. Charles Margue
- Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement**
  - Exposé : M. Sven Clement
- Institution d'une délégation parlementaire luxembourgeoise**
  - M. Fernand Etgen, Président
- Question élargie n° 104 de M. Laurent Mosar relative à l'avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange**
  - M. Laurent Mosar - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Laurent Mosar - M. le Ministre Franz Fayot
- 7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19**
  - Rapport de la Commission de la Justice : M. François Benoy
  - Discussion générale : M. Pim Knaff - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7826 - Projet de loi portant modification :**
  - 1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;**
  - 2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale**
  - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
  - Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Guy Arendt - M. Dan Biancalana - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la mobilisation de logements inoccupés et de terrains viabilisés et mobilisables à court terme**
    - Exposé : Mme Nathalie Oberweis (dépôt de la motion 1)
    - Débat : M. Marc Lies (dépôt des motions 2 et 3) - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
    - Prises de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
    - Motion 1 : Mme Semiray Ahmedova - M. Roy Reding - M. Marc Lies - M. Yves Cruchten - M. Max Hahn - M. Marc Goergen - Mme Nathalie Oberweis
    - Vote sur la motion 1 (rejetée)
    - Motion 2 : M. Yves Cruchten - Mme Semiray Ahmedova - M. Roy Reding - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Lies - M. Max Hahn - M. Gilles Roth - M. Marc Goergen - M. Gilles Roth
    - Vote sur la motion 2 (rejetée)
    - Motion 3 : Mme Semiray Ahmedova - Mme Nathalie Oberweis - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
    - Vote sur la motion 3 (rejetée)
  - 7798 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « Wunne mat der Wooltz »**
    - 7799 - Projet de loi autorisant l'État à participer au développement de logements du projet « Wunne mat der Wooltz »**
    - Rapports de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
    - Discussion générale : M. Emile Eicher - M. Max Hahn - M. Yves Cruchten (intervention de M. André Bauler) - Mme Stéphanie Empain - M. Jeff Engelen - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7798 et dispense du second vote constitutionnel
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi 7799 et dispense du second vote constitutionnel
  - 7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail**

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
  - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
  - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail**
    - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel
    - Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Carole Hartmann - M. Carlo Back - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - 7764 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal**
    - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Georges Engel (intervention de M. André Bauler)
    - Discussion générale : M. Aly Kaes - Mme Carole Hartmann - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
    - Prise de position du Gouvernement : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Résolution de M. Sven Clement concernant la déclaration du Luxembourg en zone de liberté LGBTIQ+**
    - Discussion générale : M. Fernand Kartheiser - M. Yves Cruchten - Mme Martine Hansen - Mme Josée Lorsché - Mme Nathalie Oberweis - M. Gilles Baum - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser (parole pour fait personnel)
    - Vote sur la résolution (adoptée)

**Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Dan Kersch, Vice-Premier Ministre ; Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.**

**(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)**

### 1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **Une voix.**- Nee, Här President.

### 2. Communications

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projets de loi, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

**Communications du Président - séance publique du 29 juin 2021**

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

**7841 - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières**

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 09.06.2021

**7843 - Projet de loi relative à l'extension et à la rénovation des bâtiments de la Fondation Kräizbiereg à Dudelange**

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 11.06.2021

**7844 - Projet de loi portant modification :**

1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;

2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15.06.2021

**7845 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale**

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 15.06.2021

**7846 - Projet de loi portant transposition de la directive 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil, et modifiant la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins, et les bases de données**

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24.06.2021

**7847 - Projet de loi portant transposition de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE, et :**

1° la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins, et les bases de données ;

2° la loi du 3 décembre 2015 relative à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines ;

3° la loi du 25 avril 2018 relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 24.06.2021

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

**1900 - Demande de pétition publique : Fixation d'un plafond au m² pour les ventes/achats de l'immobilier**

Dépôt : Anderson Borbon, le 08.06.2021

**1901 - Demande de pétition publique : Demande d'élections exécutives pour que le peuple puisse choisir ses ministres lui-même**

Dépôt : Claire Gutenkauf, le 08.06.2021

**1902 - Demande de pétition publique : Einführung eines festen persönlichen Steuersatzes von 20 % ab 2022**

Dépôt : Andrei Albu, le 09.06.2021

**1911 - Demande de pétition publique : Remboursement CNS**

Dépôt : Pascale Heinesch, le 10.06.2021

**1903 - Demande de pétition publique : Die Gemeinden entscheiden, wie viel 1 m² kosten darf**

Dépôt : Helder Ferreira Da Silva, le 10.06.2021

**1912 - Demande de pétition publique : Petitoun fir een onverwiesselbaren an eenzegaartege Fändel**

Dépôt : Eulecia Monteiro Gomes, le 11.06.2021

**1904 - Demande de pétition publique : Introduction d'une obligation vaccinale Sars-CoV-2**

Dépôt : Alain Kinn, le 11.06.2021

**1905 - Demande de pétition publique : Demande de réponse du Gouvernement face au besoin d'une présence policière visible au sein des zones et autour de Royal Hamilius, Pfaffenthal et Kirchberg / Ufro fir d'Reaktioun vun der Regierung op de Besoin fir eng siichtbar Policepresenz an a ronderëm d'Géigende vum Royal Hamilius, Pafendall a Kierchbierg**

Dépôt : Eilidh Lawson Edmiston, le 16.06.2021

**1906 - Demande de pétition publique : Le harcèlement moral au travail**

Dépôt : Ana Rita Nobre, le 18.06.2021

**1907 - Demande de pétition publique : Männergripp**

Dépôt : Jerry Lecoq, le 19.06.2021

**1908 - Demande de pétition publique : Gerechtegheet fir den Dr. Ochs - Justice pour Dr. Ochs - Justice for Dr. Ochs**

Dépôt : Tania Hoffmann au nom de International Consortium for Justice and Freedom - ICJF, le 20.06.2021

**1910 - Demande de pétition publique : Géint d'Privatisierung vum öffentlechen Transport**

Dépôt : Alain Gales, le 21.06.2021

**1909 - Demande de pétition publique : Erlabnis, fir mat engem 125 ccm-Moto-Fürerschäin duerch ganz Europa däerfen ze fueren**

Dépôt : Alain Gales, le 21.06.2021

**1913 - Demande de pétition publique : Streng Iwwerwaachung op Autosolismus zu Lëtzebuerg**

Dépôt : Jesus Manuel Calleja Quintana, le 23.06.2021

**1915 - Demande de pétition publique : Dzenita Kocan**

Dépôt : Dzenita Kocan, le 24.06.2021

**1914 - Demande de pétition publique : Suppression d'impôts sur le 13<sup>ème</sup> mois et autres primes accordées aux salariés**

Dépôt : Carmen Da Cruz, le 24.06.2021

**1916 - Demande de pétition publique : Stop aux vaccins expérimentaux de type thérapie génétique (Covid-19) à nos enfants**

Dépôt : Dovid Georgiu, le 26.06.2021

**1918 - Demande de pétition publique : Ouvrir le refuge pour sans-abri de la rue de Neudorf toute l'année / Obdachlosenunterkunft in der Rue de Neudorf ganzjährig öffnen**

Dépôt : Carl-Egbert Stever, le 25.06.2021

**1917 - Demande de pétition publique : Bouchons sur autoroutes**

Dépôt : Daniel Theis, le 25.06.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Präsidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou decidéiert.

### 4. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution par M. Charles Margue

Éier mer mam éischte Punkt vum Ordre du jour ufänken, géif ech dem Här Charles Margue d'Wuert ginn, fir den Depot vun der Verfassungsofännerung iwwert d'Kapitel 4 ze maachen. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

**Exposé**

■ **M. Charles Margue (déi gréng).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der Institutionskommissioun déposée-eren ech hei d'Proposition de révision vun de Kapitel 4 a 5bis vun eiser Verfassung, dat sinn d'Kapi-





telen iwwert d'Chamber an d'Kapitel iwwert de Staatsrot.

Mir hunn et an der Institutionskommissioun elo fäerdegbruecht, och bei deem wichtege Verfassungskapitel iwwert d'Chamber e staarken a bal unanime Konsens op dëser Revisiounspropos ze fannen.

Ronn 14 Méint nom Depot vun engem éischte Revisiounsdeel duerch de Léon Gloden kann ech deemno haut de véierten a leschten Deel deposéieren.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Charles Margue** (*déi gréng*):- D'Verfassung ass de Grondtext vun eiser Lëtzebuergescher parlamentarescher Monarchie an definéiert d'Organisation vun eisem Staat, d'demokratesch Zesummespill vun eisen Institutionen an d'Grondreegele vum gesellschaftlechen Zesummeliewen.

Wéi bei deenen dräi aneren Deeler kënn et och an dësem Deel net zu enger verfassungsrechtlicher Revolutioun. Mee wat d'Institution Parlament ugeet, wëll ech awer bemierken, datt et mat dëser Textpropos zu enger daitlecher Stärkung vun dësem Haus vun der Chamber kënn, notament wat d'Kontrollméiglecheete vun der Regierungsarbecht ugeet oder datt de Grand-Duc d'Chamber net méi kann opléisen oder de Remplacement vun de järeliche Chambersessiounen duerch eng permanent Sitzungsperiod, déi all Vide parlementaire soll vermeiden.

An d'Biergerinnen an d'Bierger kréien d'Méiglecheet, selwer Gesetzesproposen ze proposéieren. Dat ass déi nei Initiativ, d'Législative citoyenne. An och beim Staatsrot ginn déi aktuell Verfassungsdispositione prezisiéiert an ausgebaut.

Dës Proposition de révision ass vu mir als dem fir dës Revisiounsdeel zoustännege verantwortlechen Auteur ënnerschiwwen an och vun den dräi Corapportere Simone Beissel, Mars Di Bartolomeo a Léon Gloden. Ech soen lech an all deenen, déi an deene leschte Méint un dësem Text matgeholfen hunn, e grouse Merci.

*7777 - Proposition de révision des Chapitres IV et Vbis de la Constitution*

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Margue.

## 5. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement

An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Sven Clement fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

### Exposé

■ **M. Sven Clement** (*Piraten*), *auteur*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen: Juni, dat ass de Pride Month. Dat ass de Mount, wou mer d'Viillfalt sollen zelebréieren. An ech mengen, déi lescht Wochen an Deeg ass vill op internationalem Platto iwwert de Reebou a seng Verbindung mam Fussball geschwat ginn, mee et sinn awer och vill Initiativen, deelweis op lokalem, deelweis op nationalem an deelweis op supranationalem Plang, geholl ginn, fir d'Viillfalt ze zelebréieren.

Engersäits huet d'Europaparlament den 11. Mäerz dëst Joer eng Resolutioun ugeholl, fir d'EU als LGBTIQ Freedomzone ze deklaréieren. Dat ass eng Initiativ, déi och vun e puer Stied a Gemengen zu Lëtzebuerg scho gemaach gouf. Esch, d'Stad Lëtzebuerg, awer och zum Beispill Rëmeleng sinn do ze nennen, soudatt mer mëttlerweil hei zu Lëtzebuerg e puer Flecken hunn, déi als lokal Freedomzones deklaréiert sinn. Da si mer natierlech Deel vun der Europäescher Unioun, déi sech integral als LGBTIQ Freedomzone deklaréiert huet.

An da kënn Der lech denken, wat d'Initiativ vun dëser Resolutioun ass. Dat ass nämlech, genau deen nämlechte Support fir d'Viillfalt als Chamber zum Ausdrock ze bréngen, an domadder géif dës Resolutioun u sech eis alleguerten hei invitéieren, fir ganz Lëtzebuerg offiziell zu enger LGBTIQ Freedomzone ze erklären. Ech denken, datt dat dem éischte Pouvoir vum Land ganz gutt géif zu Gesiicht stoen, fir hei e staarkt Symbol ze setzen, grad an Zäiten, wou et a verschiddene Länner éischter an déi aner Richtung zrëckgeet a wou een hei als Lëtzebuerg kéint een Zeeche fir Oppenheet a Pluralismus setzen.

Ech soen lech Merci.

### Résolution

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:*

- dass d'EU Parlament den 11. März 2021 eng Resolutioun ugeholl huet, déi festhält: „1. Hereby declares the European Union an „LGBTIQ Freedom Zone“; 2. Denounces all forms of violence or discrimination against persons on the basis of their sex or sexual orientation“;

- dass dat ungarescht Parlament rezent e Gesetz gestëmmt huet, mat deem d'Rechter vun der LGBTIQ+ Communautéit staark ageschnidde ginn;

- dass d'EU-Kommissiounspräsidentin d'Gesetz als Schan deklaréiert huet an d'EU-Kommissioun juristisch wëllt géint Ungarn virgoen, falls d'Orbán-Regierung net alenkt. An dass des Weideren 13 EU-Memberstaaten, op Initiativ vun de Benelux-Länner, eng Resolutioun ënnerschiwwen hunn, an där si hiren Desaccord mam ungaresche Gesetz zum Ausdrock bréngen;

- dass schonn Acteuren um lokalen Niveau, wéi d'Stied Esch a Lëtzebuerg an d'Gemeng Rëmeleng, sech zur LGBTIQ+ Freedomzone erklärt hunn.

*Aus dës Grënn decidéiert d'Chamber vun den Deputéierten:*

- ganz Lëtzebuerg offiziell zu enger LGBTIQ+ Freedomzone ze erklären.

(s.) *Sven Clement*.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Clement.

Ech kann lech och direkt versécheren, datt Der bei der Chamber oppen Dieren arennt, well an deem leschte Bureau huet de Bureau decidéiert, fir och d'Gebai vun der Chamber ze belichten an en plus, esou wéi dat schonn déi Jore virdrun de Fall war, och nach de Fändel an de Reeboufaarwen dann eeben och déi Woch opzestellen.

Merci, Här Clement.

## 6. Institution d'une délégation parlementaire luxembourgeoise

Mir stellen haut och eng nei Delegatioun zesummen. Et handelt sech dobäi ëm d'Délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Als effektiv Membere ginn den Här Yves Cruchten, d'Madamm Simone Beissel, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Claude Wiseler proposéiert. Ass d'Chamber mat dëser Zesummesetzung averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

## 7. Question élargie n° 104 de M. Laurent Mosar relative à l'avenir du site de production du groupe industriel Liberty Steel à Dudelange

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'erweidert Fro Nummer 104 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Zukunft vu Liberty Steel zu Diddeleng. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Wirtschaftsminister, et ass net fir d'éischt a garantéiert och net fir d'lescht, datt mer haut eng kéier iwwert den Dossier Liberty Steel schwätzen. An ech erënnere mech, datt d'leschte kéier de Wirtschaftsminister gesot huet, datt deen Dossier all Dag géif änneren. A wéi Recht hat en! Well ech hat mer eigentlech d'Fro, déi ech wollt de Mëtte stellen, scho virebereet, wéi ech gëschter op eng Rei Presseartikelen gestouss sinn, déi eigentlech elo eng Rei vun aneren an neien Informatiounen ginn. An et ass dann och haaptsächlech par rapport zu deenen, wou ech wollt de Mëtten de Wirtschaftsminister befragen.

Wann een also deene Presseartikelen, déi gëschter an och haut zum Deel ze liese sinn, ka gleewen, wär de Grupp Liberty Steel am Moment amgaangen, eng komplett Restrukturatioun vu sengen Aktivitéiten ze maachen. An do géifen déi verschidde Stolunitéite vu Lëtzebuerg, vu Léck, awer och Liberty Magona an Italie respektiv Liberty Galati a Rumänien zesummegeleuecht ginn, fir och méi Effektivitéit an déi ganz Strukturen ze kréien.

Op där anerer Säit géifen eng Rei vu Betriber vun dem Grupp Liberty Steel, ganz besonnesch a Frankräich, awer och am UK, zum Verkaf ugebuede ginn. An doriwwer géif dann de Grupp versichen, sech erëm finanziell gesond ze stousen.

Wat bedeit dat elo alles hei fir de Standuert Diddeleng? Do wollt ech dann och nach zousätzlech preziséieren, datt, wann een deenen Artikelen ka gleewen, et also an Zukunft esou géif goen, datt d'Stolwierk zu Diddeleng direkt géif beliwert gi vu Rumänien aus, mat sougenannte „Flachstahlrollen“, déi da géifen hei zu Diddeleng verschafft ginn.

Dat kléngt a priori alles schéin a gutt. Do muss een awer wëssen, datt déi Produkter, déi aus Rumänien kommen, weesentlech méi eng bëlleeg Qualitéit hu wéi déi, déi bis elo vun ArcelorMittal ugeliiwwert gi sinn. An ech wollt do och nach eng kéier drop opmierksam maachen, datt et jo a sech en Agreement gëtt zwësche Liberty Steel an ArcelorMittal, datt Liberty Steel nach während zwee Joer géif Produkter vun ArcelorMittal kréien, déi se da géifen hei zu Lëtzebuerg verschaffen, soudatt sech natierlech d'Fro stellt, wéi et domadder virueet.

Doniewent stellt sech awer och d'Fro, wéi et mat deem Engagement steet, deen a sech Liberty Steel iwwerholl hat, nämlech 100 Milliounen Euro an d'Wierk zu Diddeleng ze pompelen.

Dat ass elo, wat de Kontext betrëfft. An doraus ergi sech eng Rei vu Froen, déi ech wollt un de Minister stellen.

Éischtens: Kann de Minister déi doten Informatiounen confirméieren, déi an der Press ze liese waren?

Zweetens: Wa jo, sinn et och scho Gespréicher mam Ministère gi respektiv mat de Gewerkschaften? A wat ass genau bis elo de Contenu vun deenen dote Gespréicher gewiescht?

Wann dat an déi dote Richtung soll goen, wéi sécher ass de Finanzement vun där ganzer Restrukturatioun? Well ech muss lech soen, ech trauen där Saach do net richtig. Et gëtt elo hei gesot, de Crédit Suisse géif dat doten alles finanzéieren. Ech hunn do e bësse meng Douten. An déi Fro, déi ech dann och wollt stellen an deem Kontext: ob do eng Due Diligence vun der Regierung gemaach gëtt, wat de Seriö vum Finanzement vun där ganzer Restrukturatioun do betrëfft.

Véiertens, an dat ass déi Fro, déi ech virdrun ugeschnidden hunn: Wéi ass et mat deenen Engagementer, déi Liberty Steel geholl hat souwuel vis-à-vis vun der ArcelorMittal wéi awer och vis-à-vis vum Lëtzebuergesche Staat, wat déi 100 Milliounen Euro betrëfft?

Dann, fënneftens: Soll dat heiten eng definitiv Léisung ginn oder geet et hei éischter ëm e Beauty Contest, wou d'Brout soll méiglechst schéin ugedoen ginn, fir se zu engem méiglechst héije Präis um fraie Maart erëm ze verkafen?

Sechst Fro: Wat ass d'Roll, déi eventuell hei de Lëtzebuergesche Staat iwwert d'Regierung wäert spillen? Ass do iergendwéi ugeduecht, fir selwer eventuell do eng Hëllef oder Hëlfelefen ze ginn, vläicht och eng Participatioun? A wat ass hei d'Roll vun der SNCI?

An da siwentens, ganz wichteg: Wéi geet et viru mat de Paie vun deene ville Leit, déi do schaffen? Déi Paie vum Juni sinn anscheinend laut enger Äntwert, déi de Wirtschaftsminister mer op eng Question parlementaire zesumme mam Marc Spautz ginn huet, fir de Juni ofgeséchert. Wéi ass et awer duerno?

An dann, lescht Fro: Den Här Wirtschaftsminister hat ugekënnegt, datt e géif intensiv Gespréicher féiere mam europäesche Kommissär Thierry Breton, fir nach eng kéier déi ganz Konkursbestëmmungen do ze iwwerschaffen. Do wollt ech och wëssen, wou mer genau do dru sinn.

Ech soe schonn am Virfeld Merci fir déi vill Äntwerten.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

■ **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*.- Merci, Här President, merci dem Laurent Mosar fir seng Froen zum Dossier Liberty Steel. Dat erlaabt mer et, hei an der Chamber de Punkt ze maachen zu deem Dossier. Ech weess, dass dat een Dossier ass, dee vill Leit dobaussen an och vill vun lech hei beschäftegt an och absolutement à juste titre.

Ech géif gär ufänke mat enger vu senge leschte Froen iwwert d'Perspektiv an d'Prioritéit vun der Regierung hirer Interventioun an deem Dossier ronderëm Liberty Steel Diddeleng. Et ass, ech hunn dat scho gesot hei a viregen Interventiounen, eis absolut Prioritéit als Regierung nach wie vor, fir an deem Dossier eng mëttel- a laangfristeg Perennitéit vun deem industrielle Site ze erhalen an doduerch och d'Aarbechtsplaze vun all deene Leit, déi do schaffen, ze erhalen.

Aktuell ass et esou, dass ronn 85 Équivalents temps plein am Chômage partiel si vun Diddeleng. Et ass och effektiv esou, an ech hunn dat an enger Question parlementaire schréfftlech esou beäntwert, dass d'Paie fir de Juni elo assuréiert sinn. An un deene vu Juli gëtt no Ausso vun der lokaler Direktioun aktiv geschafft.

Zum zweete Punkt, wat d'Analys an d'Aarbecht vun der SNCI ugeet: D'SNCI kënn mat hiren Analyse vun der Situatioun gutt virun. Iwwert déi éischt Konkusiounen, do ass am Moment, an do bidden ech wierklech hei och ëm Verständnis, natierlech eng gewësse Confidentialitéit dermat verbonnen, et ass nach ze fréi, fir hei op der Place publique detailléiert Resultater duzeleeën. Eng Informatioun kann ech lech awer haut hei op der Tribün ginn, an ech mengen, dat ass och eng rassurant Informatioun: Et schéngt sech ze confirméieren, dass dat Diddelenger Wierk mat där gewinnter Auslaaschtung an engem normalen Ëmfeld profitabel ka schaffen. An et ass jo gewosst, dass d'Konjunktur fir déi Produite fir de Moment ganz gutt ass, soudass dat wierklech eng positiv Konkusioun an e positiivt Signal ass, wat Diddeleng ugeet.

Zu deem drëtte Punkt, wat elo déi verschidden Eforten oder Reflexiounen, wat d'Restrukturatioun

vum Grupp Gupta ubelaangt an och, wéi Liberty Steel Diddeleng dovun beträff ass, do ass et esou, dass den Haaptënnerscheed mat de Sitte vu Liberty Steel, déi am Moment an der Vente sinn, an Dir hutt déi vu Frankräich an England genannt, dora besteet, dass Diddeleng keen integréiert Wierk ass. Et ass e sougenannt „Downstream-Wierk“. Dat sinn déi Downstream-Aktivitéiten, wou mer alleguerte wëssen, dass se net zum Kärgeschäft vum Grupp Gupta am Beräich vum Stol jee gehéiert hunn. Bref, dat ass eng Downstream-Aktivitéit, dat heescht, wou en l'occurrence hei en Travail à façon gemaach gëtt op flaachgewalzte Stolprodukter, wat sech éischter an der Peripherie vum Grupp Gupta senger Stolbranche befënn.

Dëst gesot géif ech awer och gären hei drop hiweisen, dass vum Grupp Gupta hier bis elo nach keng Signaler komm sinn, dass dat Wierk ze verkafe wär, éischter au contraire. Och säi Management léisst dat bis elo net verlauden, soudass dat Wierk fir de Moment offiziell net en vente ass.

Et ass awer och esou, an dat géif ech och hei gäre ganz kloer betounen, dass ech net gären éiweg no kucken an och wierklech meng Gedold do lues, mee sécher op en Enn kënn, wéi e Wierk zanter Wochen a Méint am forcéierte Ralenti dréit an d'Salarié gezwonge ginn, Kuerzaarbecht ze maachen, wa mer alleguerte wëssen, wéi gesot, dass de Marché fir de Moment vill méi hiergëtt. Zanter Wochen a Méint ginn och nei Finanzéierungsquellen a Perspektiv gestallt vum Grupp Gupta, vu FFG. An Dir hutt verschidde Presseartikelen mentionéiert, déi een effektiv ka liesen, och an der ganz qualifizierter Press, insbesonnesch an der „Financial Times“. Fakt ass awer, dass mer bis elo nach näischt gesinn hu vun deene Finanzementer. Fakt ass och, dass bis elo d'Aktivitéiten nach ëmmer ganz staark am Ralenti dréien, well d'Fournisseuren net kënnen bezuelt ginn.

Dës Situatioun dréit, och virum Hannergrond vun ëmmer neie Revelatiounen an der Press, déi an dësem Donstrees op presuméiert finanziell Hasardeuren hindeiten, net derzou bäi, dass d'Vertrauensbasis sech an der leschter Zäit verbessert hätt, och wann d'Relatiounen mat der lokaler Direktioun gutt bleiwen. Dofir kann ech lech och op Är Fro äntweren, dass effektiv am Moment Gespréicher lafe mat potenziellen industriellen Partner, déi vun der SNCI geféiert ginn, fir op all Eventualitéit preparéiert ze sinn, och op déi Eventualitéit, dass mer mat Liberty Steel keng Perspektiv méi gesinn.

Dir verstitt natierlech, dass ech fir de Moment d'Nimm vun dësen industriellen Acteuren hei net kann nennen.

Wat Är Fro ugeet, an hei referéieren ech mech éischter op Äre Breif vun Ufank Juni, vu presuméierter Fraude am Ausland an dem Rôle vu Lëtzeburger Holding, verstitt Der, dass ech hei net den appropriierten Usprichpartner sinn. Dat ass eng Enquête, déi haaptsächlech an England leeft a wou mer natierlech mussen op d'Konklusiounen vun där Enquête waarden. Mir ginn awer mol dervunner aus, dass déi zu Lëtzebuerg usässeg Gesellschaften sech hei mol a priori gesetzeskonform verhalten hunn. Wann dat net de Fall ass, ass dat hei natierlech en Dossier fir d'Justiz.

Zu Ärer leschter Fro, wat den Austausch mam Kommissär Thierry Breton ugeet, géif ech lech gäre soen, dass ech e Gespräch mam Thierry Breton hat de 27. Mee um Rand vum Conseil „Compétitivité“ zu Bréssel, wou ech drop higewisen hunn, dass zanter dem Ufank vun den Diskussiounen ëm d'Reprise vun italieenesche Stolproduzent Ilva duerch ArcelorMittal d'Lëtzeburger Regierung ëmmer a konstant derfir plädéiert huet, dass déi Transaktioun soll als kompatibel mat den europäesche Konkurrenzreegele gëllen, well hei justement keng Konzentratioun oder keng exzessiv Konzentratioun um EU-Stolmarché géif entstoën. Dat huet den deemolege Wirtschaftsminister an e puer Bréiwer och zesumme mam Buergermeeschter vun Diddeleng ënnerstrach un d'Attentioun vun der Kommissioun.

An ech hunn dem Thierry Breton ganz kloer gesot, dass mer missten hei eppes maachen um Niveau vun den europäesche Konzentratiounsreegelen, dass et net ka sinn, dass mer europäesch Championen zerschloen an u sech esou dann an e puer Joer duerno an esou mëssleche Situatiounen komme wéi déi, an deene mer elo sinn. Dat kann net sinn, insbesonnesch an engem Kontext post-Covid, wou mer jo vill a gären iwwer industriell Souveränitéit, industriell Autonomie an Europa schwätzen. Do ass ganz kloer e Bedarf, fir dat eng kéier nozekucken.

D'Kommissioun huet trotzdeem och zugonschte vu Liberty Steel assistéiert, dass ArcelorMittal sech deemools, an Dir wësst dat, vun enger Partie Stolwierker trenne misst a Konditiounen, déi wierklech och alles anescht wéi favorabel waren. An dat ass natierlech absolutt ze bedauern.

Dat ass dat, wat ech lech zu dësem Zäitpunkt kann zu Äre Froen soen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister. Ech ginn d'Wuert direkt zrëck un den Här Mosar fir eng Zousazfro.